



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

Place aux citoyens

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2012-2013

LA DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

SEPTEMBRE 2013

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES



assnat.qc.ca

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2012-2013

LA DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

SEPTEMBRE 2013

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES



Publié par la Direction des travaux parlementaires
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3e étage, bureau 3.11
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : (418) 643-2722
Télécopieur : (418) 643-0248

Courriel : commissions@assnat.qc.ca

ISBN : 978-2-550-68906-5 (Imprimé)
ISBN : 978-2-550-68907-2 (PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et archives nationales du Québec – 2013

Table des matières

La dénomination et les compétences des commissions	1
Présentation	9
Résumé	13
Les mandats des commissions	17
Tableau 1 Origine des mandats, par commission.....	20
Tableau 2 Nombre de séances selon les mandats, par commission	20
Tableau 3 Durée des séances selon les mandats, par commission (en heures)	21
Tableau 4 Nombre de séances, par commission	21
Tableau 5 Durée des séances, par commission (en heures)	22
Les activités des commissions.....	23
Tableau 6 Nombre de séances et durée, par type d'activité.....	26
Figure 1 Répartition des séances pour les mandats de l'Assemblée.....	27
Figure 2 Répartition des séances pour les mandats prévus au Règlement ou par une loi.....	28
Figure 3 Répartition des séances pour les mandats d'initiative	28
Figure 4 Répartition des heures pour les mandats de l'Assemblée	29
Figure 5 Répartition des heures pour les mandats prévus au Règlement ou par une loi	30
Figure 6 Répartition des heures pour les mandats d'initiative.....	30
Figure 7 Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée.....	31
Figure 8 Étude détaillée des projets de loi publics, par commission.....	32
Figure 9 Étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé, par commission.....	32
Tableau 7 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission.....	33
Tableau 8 Nombre de séances et d'heures consacrées aux projets de loi publics, selon le mode de l'étude, par commission	33
Tableau 9 Nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, par commission	34

L'organisation et le fonctionnement	35
Tableau 10 Nombre de réunions des comités directeurs, par commission	37
Tableau 11 Nombre de mandats de consultations, par commission	38
Tableau 12 Nombre d'auditions tenues, de mémoires déposés et de demandes d'intervention sans mémoire, par commission	38
Tableau 13 Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par commission	39
Figure 10 Commentaires en ligne	40
Tableau 14 Rapports formulant des recommandations.....	40
Perspective historique	41
Figure 11 Nombre de séances et d'heures effectuées en commission, par année.....	43
Figure 12 Nombre de séances et d'heures consacrées aux séances de travail, par année.....	43
Figure 13 Nombre de consultations particulières et générales, par année	44
Figure 14 Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année	44
Figure 15 Nombre de consultations reliées à un projet de loi public, par année	45
Figure 16 Nombre de mémoires transmis, par année.....	45
Figure 17 Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne.....	46
Lexique.....	47
Annexe I	53
Tableau 15 Séances par activité, en nombre et en pourcentage, par commission	55
Tableau 16 Séances par activité, en heures et en pourcentage, par commission	56
Annexe II Les fiches détaillées des activités des commissions	57
Commission de l'administration publique	61
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	63
Commission de l'aménagement du territoire.....	67
Commission de la culture et de l'éducation.....	71
Commission de l'économie et du travail.....	75

Commission des finances publiques	79
Commission des institutions	83
Commission des relations avec les citoyens	87
Commission de la santé et des services sociaux.....	89
Commission des transports et de l'environnement.....	95
Commission de l'Assemblée nationale	99



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

**La dénomination
et les
compétences
des commissions**

Le Règlement de l'Assemblée nationale prévoit la dénomination et les champs de compétence des commissions parlementaires de la manière suivante :

Article 116 :

Commission de l'Assemblée nationale :

- 1° établit le règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement ainsi que celles des commissions, et les soumet à l'approbation de l'Assemblée;
- 2° coordonne les travaux des autres commissions, notamment en déterminant devant quelle commission répond un ministère ou organisme et en précisant, au besoin, la compétence de chaque commission;
- 3° autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée nationale;
- 3.1° entend, au besoin, les personnes dont la loi requiert qu'elles soient nommées par l'Assemblée et lui fait rapport sans formuler d'observations, conclusions ou recommandations;
- 4° s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

Article 117.6 :

Commission de l'administration publique :

- 1° vérifie les engagements financiers;
- 2° entend, chaque année, le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion;
- 3° entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative lorsque celle-ci est signalée dans un rapport du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen;

- 3.1° entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, au moins une fois tous les quatre ans, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative;
- 3.2° étudie le rapport annuel sur l'application de la Loi sur l'administration publique; et
- 4° étudie toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée.

Article 118 :

- 1° Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles :

Agriculture, pêcheries, alimentation, énergie, ressources naturelles;
- 2° Commission de l'aménagement du territoire :

Aménagement du territoire, affaires municipales, habitation, sports et loisirs, développement des collectivités locales et régionales;
- 3° Commission de la culture et de l'éducation :

Culture, éducation, formation professionnelle, enseignement supérieur, communication;
- 4° Commission de l'économie et du travail :

Industrie, commerce, tourisme, travail, main-d'oeuvre, science, technologie, sécurité du revenu;
- 5° Commission des finances publiques :

Finances, budget, administration du gouvernement, fonction publique, revenu, services, approvisionnements, régimes de rentes;
- 6° Commission des institutions :

Présidence du Conseil exécutif, justice, sécurité publique, constitution, affaires autochtones, relations internationales et intergouvernementales;

7° Commission des relations avec les citoyens :

Relations avec les citoyens, communautés culturelles, immigration, condition féminine, famille, aînés, jeunesse, protection des consommateurs;

8° Commission de la santé et des services sociaux :

Santé, services sociaux et communautaires;

9° Commission des transports et de l'environnement :

Transports, environnement, faune, parcs.

Liste des acronymes

CAN	Commission de l'Assemblée nationale
CAP	Commission de l'administration publique
CAPERN	Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
CAT	Commission de l'aménagement du territoire
CCE	Commission de la culture et de l'éducation
CET	Commission de l'économie et du travail
CFP	Commission des finances publiques
CI	Commission des institutions
CRC	Commission des relations avec les citoyens
CSSS	Commission de la santé et des services sociaux
CTE	Commission des transports et de l'environnement



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

Présentation

Le présent rapport est réalisé par la Direction des travaux parlementaires. Il contient des données statistiques portant sur les activités des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale pour la période du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013. Il est distribué aux services de l'Assemblée qui sont reliés aux affaires parlementaires et peut être consulté sur son site internet, à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale ou être remis aux personnes qui en font la demande à des fins de recherche.

Ce document est élaboré à partir d'une compilation des statistiques des travaux des 11 commissions permanentes; la Commission de l'Assemblée nationale, la Commission de l'administration publique, la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, la Commission de l'aménagement du territoire, la Commission de la culture et de l'éducation, la Commission de l'économie et du travail, la Commission des finances publiques, la Commission des institutions, la Commission des relations avec les citoyens, la Commission de la santé et des services sociaux ainsi que la Commission des transports et de l'environnement.

La **première partie** du document présente des données générales résumant l'ensemble des activités des commissions pour la dernière année financière. La **deuxième partie** contient les données concernant leurs mandats et la **troisième partie**, celles sur leurs activités. Enfin, la **quatrième partie** présente des statistiques sur les travaux des commissions dans une perspective historique.

Les activités des commissions exigent du personnel du Service des commissions de la Direction des travaux parlementaires un important travail de préparation et de suivi. Il faut également souligner la collaboration des agents de recherche de la Division de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, qui ont réalisé les études et les recherches nécessaires à l'accomplissement de plusieurs mandats des commissions. Enfin, il faut aussi remercier les autres directions de l'Assemblée qui apportent un concours précieux à la réalisation de la mission de la Direction des travaux parlementaires.



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

Résumé

En 2012-2013, les commissions parlementaires, à l'exception de la Commission de l'Assemblée nationale, ont tenu 353 séances pour un total de 997 heures. Comparativement à l'année antérieure, cela représente une baisse de 219 séances et de 671 heures. Cette diminution s'explique par la tenue d'une élection générale le 4 septembre 2012. À cet égard, aucune commission ne s'est réunie entre la dissolution de l'Assemblée le 1^{er} août 2012 (les commissions étant alors dissoutes) et le 6 novembre 2012, date de la première réunion de la Commission de l'Assemblée nationale visant à établir la composition des 10 autres commissions. Ces dernières se sont réunies le lendemain afin de procéder aux élections des présidents et vice-présidents.

Les projets de loi publics figurent en première place des mandats accomplis par les commissions. En effet, 156 séances ont été tenues, ce qui représente 485 heures. De ce nombre, 107 séances ont été consacrées à l'étude détaillée des projets de loi. Pour une deuxième année consécutive, la CAPERN a été la commission la plus occupée en cette matière cumulant à elle seule 235 heures de séances. Il est à noter que deux consultations générales ont été tenues sur des projets de loi au cours de l'année 2012-2013.

Il est également pertinent de souligner que le nombre de séances consacrées à l'étude des crédits budgétaires a doublé. On dénombre 89 séances qui se sont déroulées dans ce cadre, alors qu'on en dénombrerait seulement 44 l'année précédente. Cependant, cette hausse considérable s'explique par le fait que deux budgets ont été exceptionnellement déposés au cours de la même année financière. D'une part celui déposé en mars 2012, avant l'élection, et celui déposé en novembre 2012.

Dans le cadre de consultations particulières et générales, les commissions ont tenu 269 auditions, pour lesquelles 287 mémoires et 10 demandes d'intervention sans mémoire ont été reçus à la Direction des travaux parlementaires.

En ce qui a trait à la cyberdémocratie, une consultation en ligne a été réalisée par la CCE sur projet de loi n° 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives. À cet égard, 4334 personnes ont répondu au questionnaire en ligne. Également, le nombre de commentaires en ligne est à la hausse pour une troisième année consécutive avec une augmentation considérable de plus de 2000 commentaires reçus par rapport à l'année dernière, s'élevant à 3247 cette année. Le nombre de mandats pour lesquels ces commentaires ont été reçus se chiffre à 95 pour l'année 2012-2013 par rapport à 57 l'an dernier.



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

**Les mandats des
commissions**

Avant de débiter, il importe de préciser que les commissions réalisent leurs mandats dans le cadre d'une ou des séances. Chacune correspond à une période de temps accordée, au cours d'une journée, à l'étude d'une affaire. Elles se déroulent, la plupart du temps, durant la période de travaux parlementaires, c'est-à-dire à l'intérieur des semaines de travaux réguliers et de travaux intensifs de l'Assemblée, à l'exception des semaines de travail en circonscription, prévues au calendrier de l'Assemblée. Cependant, les commissions peuvent également siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance, autrement dit où il n'y a pas de travaux prévus au calendrier. Dans ce cas, il est considéré que les commissions siègent hors période de travaux parlementaires.

Cette section couvre les activités des commissions dans les trois catégories de mandats qui correspondent aux dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale. Premièrement, un avis du leader du gouvernement convoque les commissions pour qu'elles exécutent les mandats de l'Assemblée; ceux-ci touchent la législation, l'étude des crédits budgétaires et tout autre sujet d'intérêt public que l'Assemblée défère aux commissions pour étude. En ce qui a trait aux interpellations, qui sont aussi des mandats de l'Assemblée, c'est le président de l'Assemblée qui avise cette dernière du sujet choisi. Fait à noter, la majorité des mandats tirent leur origine de l'Assemblée. Ils sont donc plus importants en termes de nombre de séances et de durée.

Deuxièmement, diverses dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale ou d'une loi du Québec confèrent des mandats aux commissions: il s'agit notamment des mandats de surveillance des organismes publics et de reddition de comptes, d'imputabilité des hauts fonctionnaires, d'étude de la politique budgétaire et de vérification des engagements financiers.

Troisièmement, les mandats d'initiative sont ceux que se donnent les commissions par l'adoption d'une motion à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire relativement à l'étude de tout sujet d'intérêt public et à l'étude de pétitions. Pour l'étude de pétitions, les membres d'une commission doivent se réunir en séance de travail afin de décider, à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire, de se saisir ou non de la pétition. À des fins statistiques, ont été incluses sous la catégorie « Mandats d'initiative » les séances portant sur la planification et l'organisation générale des travaux des commissions.

Par ailleurs, la Commission de l'administration publique, qui n'est pas une commission sectorielle, a un mode de fonctionnement particulier de telle sorte que les mandats qu'elle exécute ont une portée plus large et continue. Ainsi, sur une base semestrielle (généralement en juin et en décembre), la Commission dépose son rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics. Pour les besoins statistiques, chacun de ces rapports constitue un seul mandat.

N.B. : Dans tous les tableaux apparaissant dans le document, les fractions d'heures indiquent une fraction décimale et non des minutes.

Tableau 1 Origine des mandats, par commission

Commissions	Types de mandats			Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement ou par une loi	Initiative ¹		
CAP	-	3	-	3	2,7
CAPER	14	2	-	16	14,2
CAT	10	1	-	11	9,7
CCE	7	1	-	8	7,1
CET	6	2	-	8	7,1
CFP	14	3	-	17	15,0
CI	16	2	-	18	15,9
CRC	3	1	-	4	3,5
CSSS	11	8	-	19	16,8
CTE	8	1	-	9	8,0
Total	89	24	-	113	100,0
%	78,8	21,2	-	100,0	

¹ Aux fins de ce tableau uniquement, cette catégorie ne comprend que les nouveaux mandats adoptés en cours d'année en vertu de l'article 149 du Règlement de l'Assemblée nationale et exclut les séances consacrées à l'organisation générale des travaux des commissions.

Tableau 2 Nombre de séances selon les mandats, par commission

Commissions	Types de mandats			Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement ou par une loi	Initiative		
CAP	-	13	7	20	5,7
CAPER	59	4	4	67	19,0
CAT	28	2	2	32	9,1
CCE	28	1	1	30	8,5
CET	12	2	4	18	5,1
CFP	39	4	1	44	12,5
CI	43	2	4	49	13,9
CRC	11	1	2	14	4,0
CSSS	25	8	11	44	12,5
CTE	32	1	2	35	9,9
Total	277	38	38	353	100,0
%	78,5	10,8	10,8	100,0	

Tableau 3 Durée des séances selon les mandats, par commission (en heures)

Commissions	Types de mandats			Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement ou par une loi	Initiative		
CAP	-	17,0	12,0	28,9	2,9
CAPERN	230,3	2,4	3,0	235,7	23,6
CAT	75,7	0,7	1,8	78,2	7,8
CCE	73,4	0,1	1,4	74,9	7,5
CET	42,8	1,3	2,9	47,0	4,7
CFP	138,1	16,1	0,8	155,1	15,5
CI	139,5	0,1	2,8	142,4	14,3
CRC	38,7	-	1,5	40,2	4,0
CSSS	86,8	12,0	6,2	105,0	10,5
CTE	88,9	0,1	1,4	90,3	9,0
Total	914,2	49,8	33,7	997,7	100,0
%	91,6	5,0	3,4	100,0	

Le nombre de séances et d'heures se divise selon trois types de séances qui sont respectivement les séances publiques, les séances de travail et les séances à huis clos. La majorité des séances qui sont tenues par les commissions sont des séances publiques.

La CAP compte toujours plus de séance de travail puisque pour chaque audition publique qu'elle réalise, elle tient une séance de travail et une séance de conclusion. De plus, depuis quelques années, certaines de ses responsabilités, comme la vérification des engagements financiers, sont exécutées en séance de travail.

Tableau 4 Nombre de séances, par commission

Commissions	Types de séances			Total	%
	Publiques	Travail	Huis clos		
CAP	4	16	-	20	5,7
CAPERN	57	10	-	67	19,0
CAT	29	3	-	32	9,1
CCE	29	1	-	30	8,5
CET	14	4	-	18	5,1
CFP	43	1	-	44	12,5
CI	45	4	-	49	13,9
CRC	12	2	-	14	4,0
CSSS	33	11	-	44	12,5
CTE	27	8	-	35	9,9
Total	293	60	-	353	100,0
%	83,0	17,0	-	100,0	

Tableau 5 Durée des séances, par commission (en heures)

Commissions	Types de séances			Total	%
	Publiques	Travail	Huis clos		
CAP	9,2	19,7	-	28,9	2,9
CAPERN	223,7	12,0	-	235,7	23,6
CAT	75,7	2,5	-	78,2	7,8
CCE	73,5	1,4	-	74,9	7,5
CET	44,2	2,9	-	47,0	4,7
CFP	154,2	0,8	-	155,1	15,5
CI	139,6	2,8	-	142,4	14,3
CRC	38,7	1,5	-	40,2	4,0
CSSS	98,8	6,2	-	105,0	10,5
CTE	82,6	7,7	-	90,3	9,0
Total	940,2	57,5	-	997,7	100,0
%	94,2	5,8	-	100,0	



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

**Les activités des
commissions**

Pour les besoins de la présente section, 13 types d'activités pouvant être effectuées par les commissions ont été dénombrées et regroupées selon les trois catégories de mandats suivants :

MANDATS DE L'ASSEMBLÉE

- Projets de loi publics
- Projets de loi d'intérêt privé
- Crédits budgétaires
- Interpellations
- Autres mandats de l'Assemblée

MANDATS PRÉVUS PAR LE RÈGLEMENT OU PAR UNE LOI

- Législation déléguée
- Surveillance des organismes publics et reddition de comptes
- Engagements financiers
- Imputabilité
- Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi

MANDATS D'INITIATIVE

- Étude de tout sujet d'intérêt public
- Étude de pétitions
- Organisation générale

Tout comme les années antérieures, les mandats de l'Assemblée occupent majoritairement les commissions, en particulier la législation qui occupe environ 45 % des séances. Comme susmentionné, le grand nombre de séances et d'heures tenues pour l'étude des crédits budgétaires est attribuable au dépôt de deux budgets durant la dernière année financière.

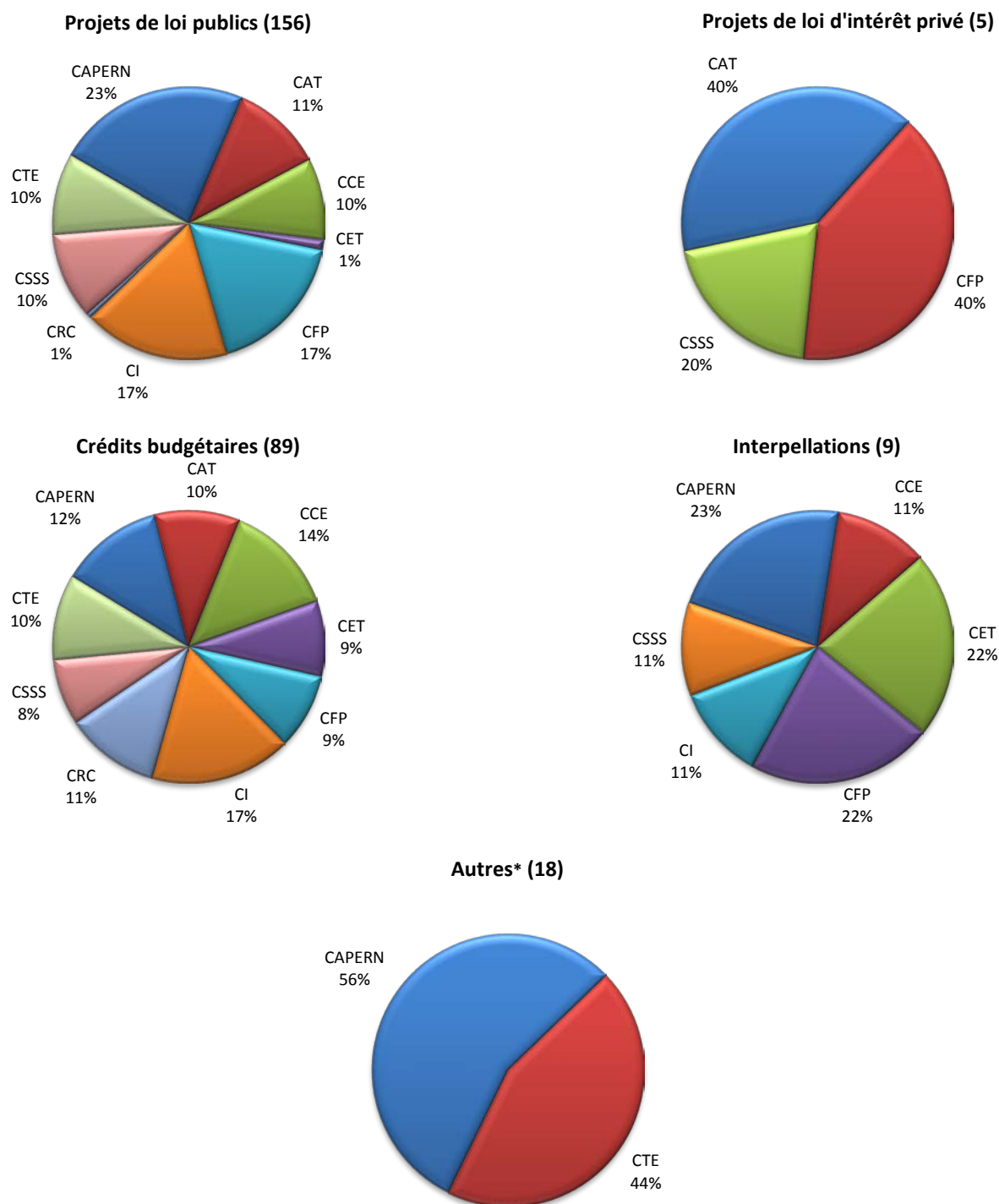
Tableau 6 Nombre de séances et durée, par type d'activité

Activités	Séances	%	Heures	%
Mandats de l'Assemblée				
Projets de loi publics	156	44,2	485,8	48,7
Projets de loi d'intérêt privé	5	1,4	5,4	0,5
Crédits budgétaires	89	25,2	348,0	34,9
Interpellations	9	2,5	17,9	1,8
Autres mandats de l'Assemblée	18	5,1	57,1	5,7
Mandats prévus par le Règlement ou par une loi				
Législation déléguée	1	0,3	1,3	0,1
Surveillance d'organisme et reddition de comptes	1	0,3	0,7	0,1
Engagements financiers*	-	-	-	-
Imputabilité	9	2,5	14,3	1,4
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	27	7,6	33,6	3,4
Mandats d'initiative				
Étude de toute matière d'intérêt public	1	0,3	0,8	0,1
Étude de pétitions	4	1,1	1,7	0,2
Organisation générale	33	9,3	31,2	3,1
Total	353	100,0	997,7	100,0

* L'étude des engagements financiers a lieu dans le cadre de séances de travail et les statistiques relatives à ce type de mandat sont donc comptabilisées sous la catégorie « Organisation générale ».

Les figures qui suivent présentent la répartition en pourcentage des mandats entre les commissions, en séances et en heure, selon les mandats et plus spécifiquement, selon les types d'activités qui leur sont rattachées. L'annexe I contient un tableau qui reprend les figures en quantifiant le nombre de séance et d'heures.

Figure 1 Répartition des séances pour les mandats de l'Assemblée



* CAPERN : Consultation générale sur le Livre vert pour une politique bioalimentaire : Donner le goût du Québec.

CAPERN : Étude des impacts reliés au déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 et du plan de diversification économique pour les secteurs du Centre-du-Québec et de la Mauricie.

CTE : Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Figure 2 Répartition des séances pour les mandats prévus au Règlement ou par une loi

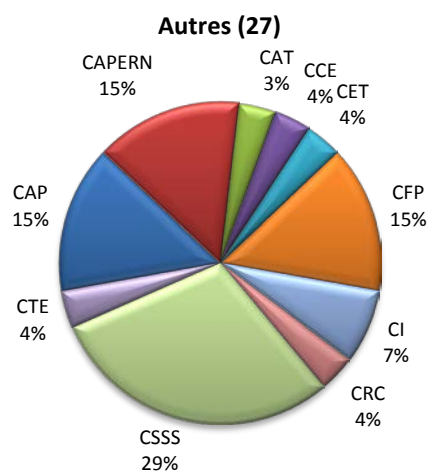


Figure 3 Répartition des séances pour les mandats d'initiative

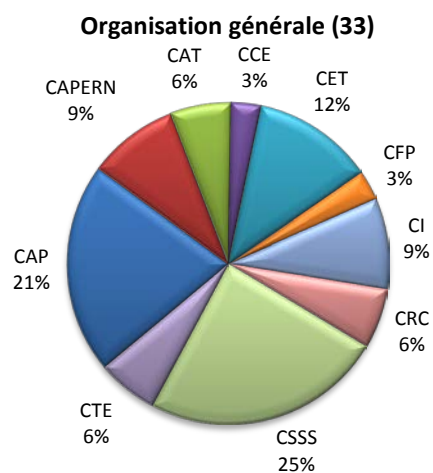
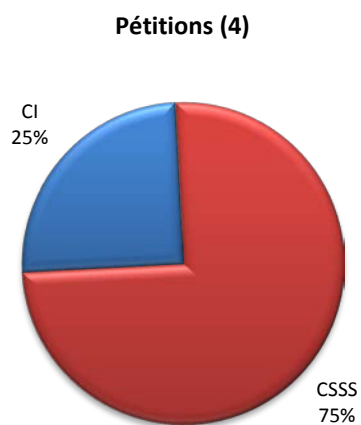
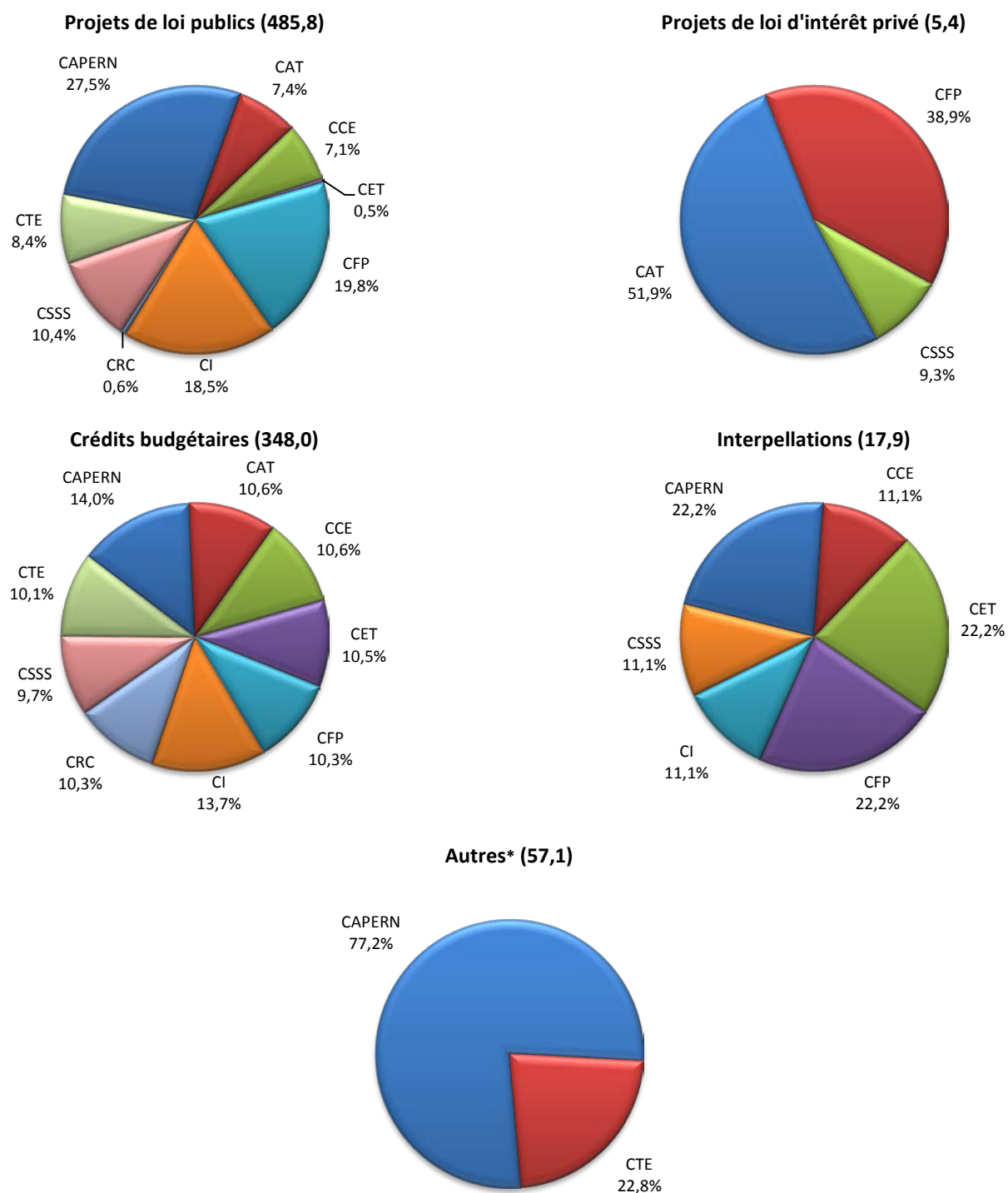


Figure 4 Répartition des heures pour les mandats de l'Assemblée



* CAPERN : Consultation générale sur le Livre vert pour une politique bioalimentaire : Donner le goût du Québec.

CAPERN : Étude des impacts reliés au déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 et du plan de diversification économique pour les secteurs du Centre-du-Québec et de la Mauricie.

CTE : Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Figure 5 Répartition des heures pour les mandats prévus au Règlement ou par une loi

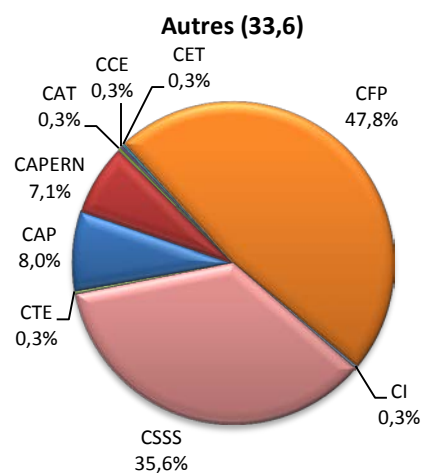
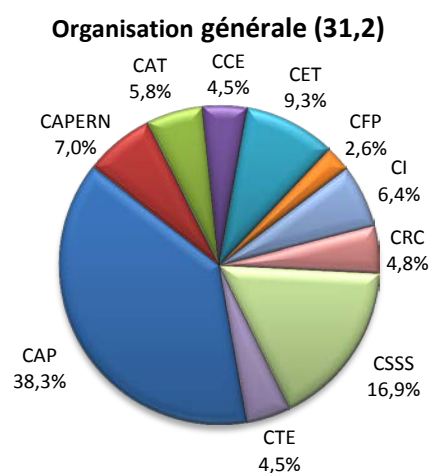
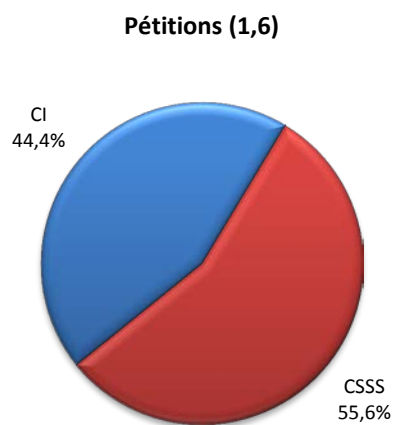
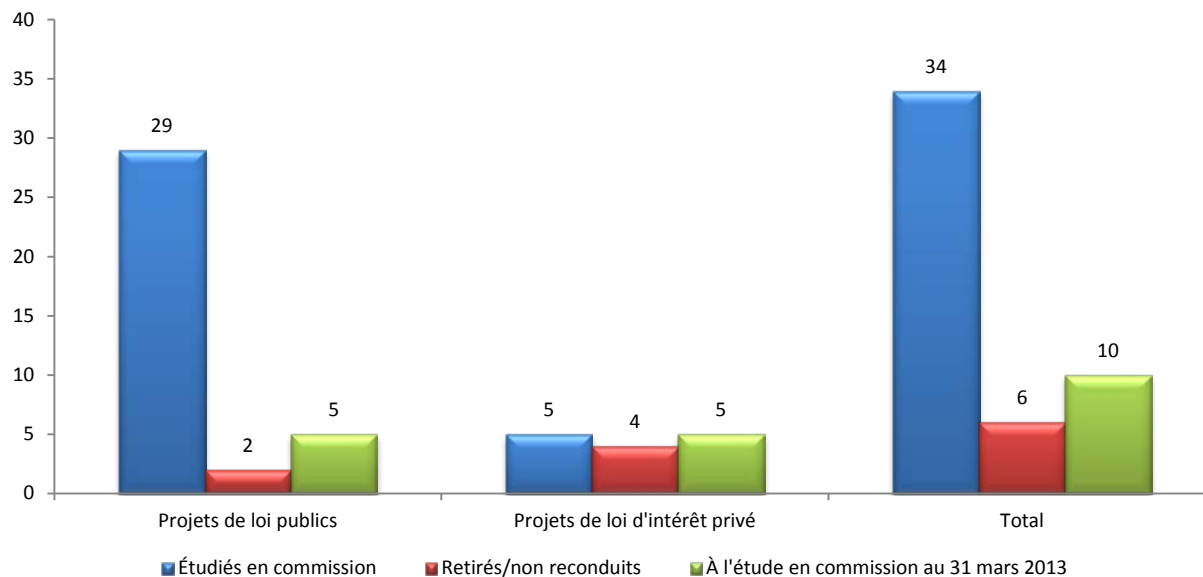


Figure 6 Répartition des heures pour les mandats d'initiative



Qu'ils soient publics ou privés, les projets de loi présentés à l'Assemblée sont majoritairement étudiés en commission, mais ils peuvent également être étudiés en commission plénière, être retirés ou non reconduits ou encore être à l'étude en commission au moment où l'année financière prend fin.

Figure 7 **Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée**



De tous les projets de loi étudiés en commission, tous ne sont pas adoptés. Le prochain tableau présente ces données selon que les projets de loi soient publics ou privés.

Figure 8 Étude détaillée des projets de loi publics, par commission

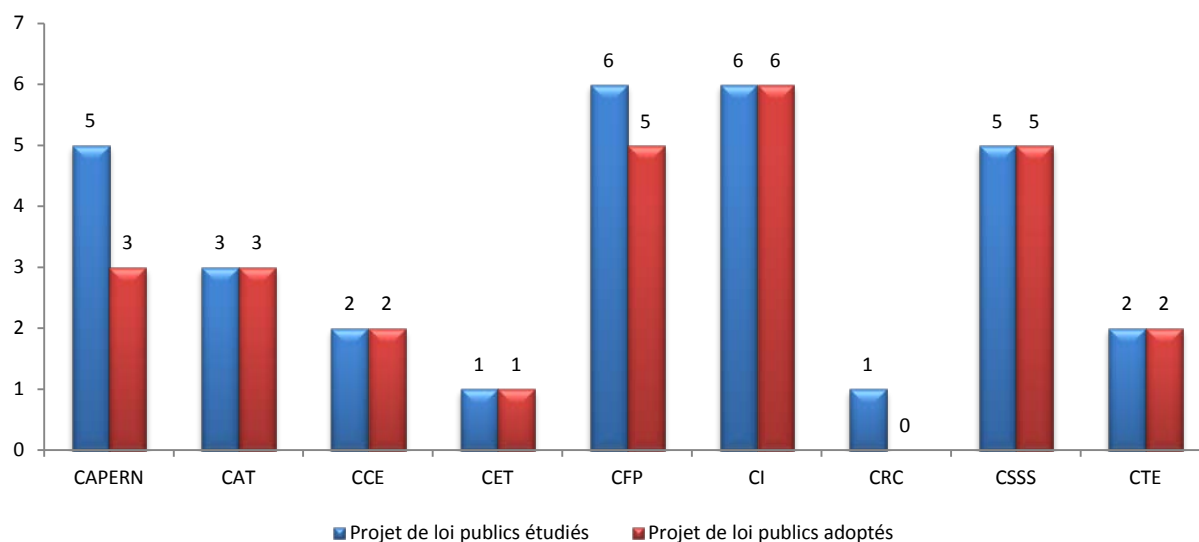
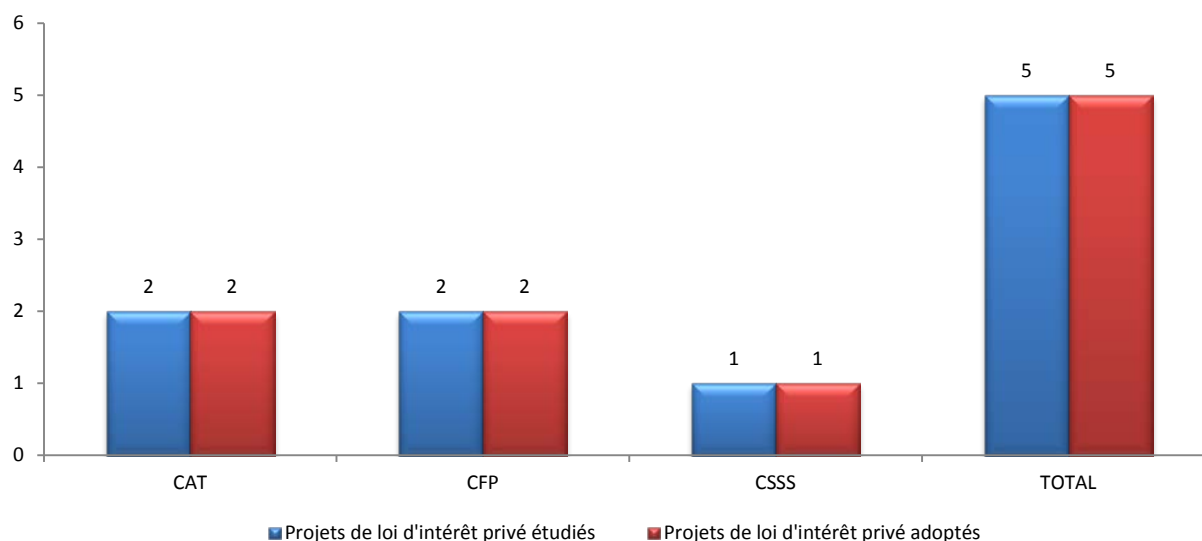


Figure 9 Étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé, par commission



La CAP, n'ayant pas pour fonction d'étudier les projets de loi, est exclue de ces figures.

Les parlementaires scrutent, la plupart du temps, les projets de loi article par article. Lorsqu'ils souhaitent les modifier, ils doivent proposer des amendements. À cet effet, le tableau suivant illustre bien le travail qui est accompli en montrant que plus de 1800 articles ont été étudiés et que près de 70% des amendements proposés ont été adoptés.

Tableau 7 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission

	Articles	Amendements	
		Proposés	Adoptés
Projets de loi publics	1 734	906	626
Projets de loi d'intérêt privé	147	7	7
Total	1 881	913	633

Les articles et les amendements étudiés à l'Assemblée, en commission plénière, sont exclus de ce tableau.

Occupant une importante part des travaux des commissions, il importe de s'intéresser plus spécifiquement aux projets de loi publics. Le prochain tableau chiffre le nombre de séances et d'heures réalisées dans le cadre de l'étude détaillée de ces projets de loi, en consultation générale ou en consultations particulières. Pour une seconde année, la CAPERN a été la commission qui a siégé le plus en étude détaillée.

Tableau 8 Nombre de séances et d'heures consacrées aux projets de loi publics, selon le mode de l'étude, par commission

Commissions ¹	Séances			Heures		
	Étude détaillée	Consultation générale	Consultations particulières	Étude détaillée	Consultation générale	Consultations particulières
CAPERN	30	-	6	107,2	-	26,4
CAT	15	-	2	31,8	-	4,1
CCE	6	8	1	17,9	12,1	4,5
CET	1	-	1	1,1	-	1,1
CFP	22	-	5	77,1	-	19,0
CI	13	-	14	35,0	-	54,6
CRC	1	-	-	3,0	-	-
CSSS	11	-	5	32,5	-	18,0
CTE	8	-	7	19,2	-	21,5
Total	107	8	41	324,7	12,1	149,1

¹ La CAP, n'ayant pas pour fonction d'étudier les projets de loi, est exclue de ce tableau.

Les projets de loi publics occupent les commissions bien davantage que les projets de loi d'intérêt privé. Le prochain tableau en peint un portrait significatif en termes de séances et d'heures.

Tableau 9 Nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, par commission

Commissions ¹	Séances		Heures	
	Projets de loi publics	Projets de loi d'intérêt privé	Projets de loi publics	Projets de loi d'intérêt privé
CAPER	36	-	133,5	-
CAT	17	2	36,0	2,8
CCE	15	-	34,5	-
CET	2	-	2,2	-
CFP	27	2	96,0	2,1
CI	27	-	89,7	-
CRC	1	-	3,0	-
CSSS	16	1	50,4	0,5
CTE	15	-	40,6	-
Total	156	5	485,8	5,4

¹ La CAP, n'ayant pas pour fonction d'étudier les projets de loi, est exclue de ce tableau.



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

**L'organisation
et le
fonctionnement**

À l'intérieur de ce chapitre, trois éléments importants du fonctionnement des commissions sont regroupés, soit :

LES RÉUNIONS DES COMITÉS DIRECTEURS

Chacune des commissions dispose habituellement d'un comité directeur. Le comité directeur est composé du président, du vice-président et du secrétaire. Ce comité est chargé d'organiser les mandats de la commission et de prendre les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux entre les séances.

LES CONSULTATIONS

Les consultations, qui font suite à un avis publié dans les principaux quotidiens (consultation générale) ou sur invitation (consultation particulière), sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître publiquement leur opinion, permettant ainsi aux membres des commissions d'être mieux informés sur les sujets à l'étude. Il faut préciser que les consultations peuvent aussi être accompagnées de consultations en ligne diffusées sur le site Internet de l'Assemblée.

LA CYBERDÉMOCRATIE

La cyberdémocratie permet de rapprocher l'Assemblée des citoyens et de faciliter leur participation aux affaires publiques. À cet égard, la CCE a réalisé une consultation en ligne sur le projet de loi n° 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives. Il faut également mentionner que 3247 commentaires ont été reçus et que 95 mandats ont été commentés.

Tableau 10 Nombre de réunions des comités directeurs, par commission

Commissions	Réunions	Heures
CAP	6	5,4
CAPERN	2	1,6
CAT	2	1,1
CCE	-	-
CET	2	0,5
CFP	-	-
CI	3	2,0
CRC	-	-
CSSS	7	3,7
CTE	2	0,7
Total	24	15,1

La participation du public est essentielle à la bonne marche des travaux des commissions. Cette participation se manifeste généralement soit dans le cadre d'une consultation générale ou de consultations particulières. À l'intérieur de ces cadres, la commission recueillera les mémoires déposés. Dans le cas d'une consultation générale, elle donnera également suite aux demandes d'intervention

sans mémoire. Elle pourra ensuite procéder à des auditions publiques si elle le juge opportun. Fait à noter, une audition tenue, telle que relevé dans le tableau 12, représente un groupe ou un individu entendu dans le cadre d'une consultation.

Tableau 11 Nombre de mandats de consultations, par commission

Commissions ¹	Consultations		Total	%
	Particulières	Générales		
CAPERN	5	1	6	18,8
CAT	2	-	2	6,3
CCE	1	1	2	6,3
CET	1	-	1	3,1
CFP	2	-	2	6,3
CI	7	-	7	21,9
CRC	-	-	-	-
CSSS	8	-	8	25,0
CTE	4	-	4	12,5
Total	30	2	32	100,0
%	93,8	6,3	100,0	

¹ La CAP est exclue de ce tableau, car elle n'effectue pas de consultations du même type que celles des commissions sectorielles.

Tableau 12 Nombre d'auditions tenues, de mémoires déposés et de demandes d'intervention sans mémoire, par commission

Commissions ¹	Consultations particulières		Consultations générales		
	Auditions tenues	Mémoires déposés	Auditions tenues	Mémoires déposés	Demandes d'intervention
CAPERN	46	54	26	199*	3
CAT	3	6	-	-	-
CCE	6	40*	47	87	7
CET	1	-	-	-	-
CFP	21	27	-	-	-
CI	59	53	-	-	-
CRC	-	-	-	-	-
CSSS	30	24	-	-	-
CTE	30	36	-	-	-
Total	196	200	73	87	10

¹ La CAP est exclue de ce tableau, car elle n'effectue pas de consultations du même type que celles des commissions sectorielles.

* Ces mémoires ne sont pas compris dans la ligne «Total». Ils ont été compilés en 2011-2012. Toutefois, ils sont au tableau puisque des auditions en lien avec ces mémoires ont été tenues durant la présente année financière.

Historiquement, les séances et les heures consacrées aux consultations particulières outrepassent celles tenues dans le cadre des consultations générales. Le tableau suivant en fait l'illustration.

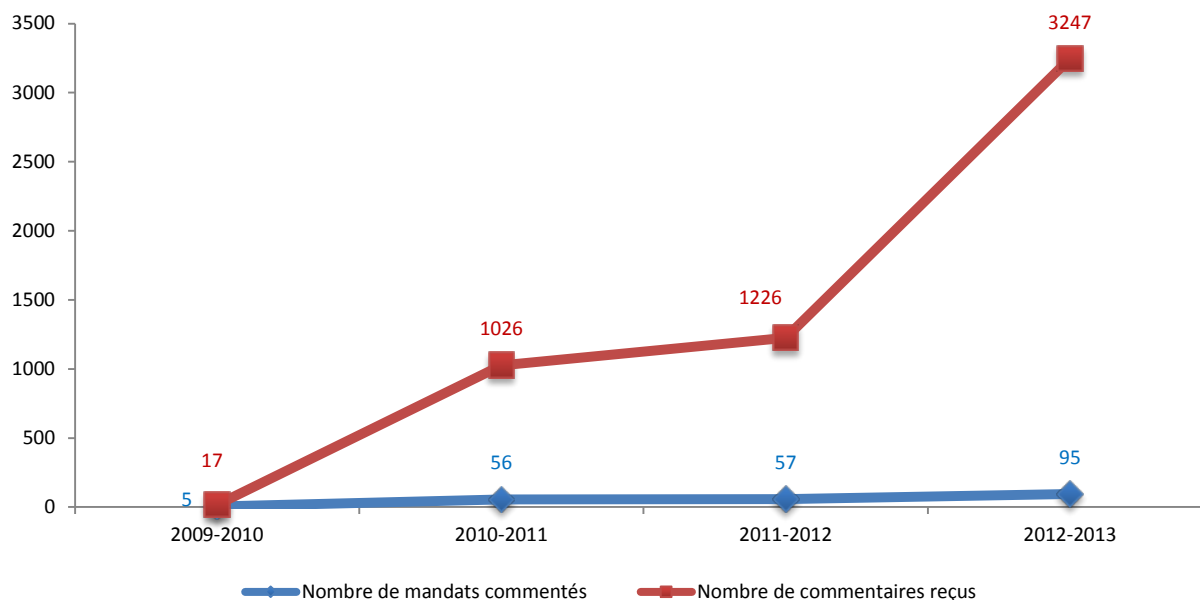
Tableau 13 Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par commission

Commissions ¹	Séances		Total	Heures		Total
	Consultations particulières	Consultations générales		Consultations particulières	Consultations générales	
CAPERNE	9	4	13	44,3	19,4	63,7
CAT	2	-	2	4,1	-	4,1
CCE	1	8	9	4,5	12,1	16,6
CET	1	-	1	1,1	-	1,1
CFP	5	-	5	19,0	-	19,0
CI	14	-	14	54,6	-	54,6
CRC	-	-	-	-	-	-
CSSS	11	-	11	29,9	-	29,9
CTE	9	-	9	28,2	-	28,2
Total	52	12	64	185,7	31,5	217,2

¹ La CAP est exclue de ce tableau, car elle n'effectue pas de consultations du même type que celles des commissions sectorielles.

Thème central de la dernière réforme parlementaire de 2009, la cyberdémocratie s'intègre de plus en plus aux travaux des commissions parlementaires. Les consultations, qu'elles soient particulières ou générales, peuvent également faire l'objet de consultations en ligne. Le public est par ailleurs invité à commenter les mandats des commissions. Cette pratique a connu une croissance importante lors de la dernière année comme en témoigne la figure 10. De plus, les commissions peuvent également avoir recours à des questionnaires en ligne dans le cadre des consultations. Ce moyen a été utilisé par le CCE sur projet de loi n° 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives, cumulant 4334 répondants.

Figure 10 Commentaires en ligne



Lorsqu'une commission est saisie d'une affaire, elle en fait l'examen puis elle produit un rapport dans lequel elle a la possibilité de formuler des recommandations. Une recommandation invite, la plupart du temps, le gouvernement, un ministère ou un organisme public à prendre les mesures nécessaires pour corriger une situation. Outre les rapports contenant des recommandations, les commissions peuvent également déposer des rapports ne formulant que des observations ou des conclusions.

Tableau 14 Rapports formulant des recommandations

Commission	Rapport	Nombre de recommandations
CAPERN	Étude du bilan quinquennal de l'état des forêts du domaine de l'État et des résultats obtenus en matière d'aménagement durable de la forêt	2
CAPERN	Poursuite de la rédaction du rapport faisant suite aux consultations particulières tenues à l'Assemblée nationale les 29 et 30 janvier 2013 sur les impacts reliés au déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 et le plan de diversification économique pour les secteurs Centre-du-Québec et de la Mauricie	8
CAP	Vingt-huitième rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics	9
CAT	Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission municipale du Québec	1
Total	4	20



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

**Perspective
historique**

Cette partie du rapport présente l'évolution des activités des commissions sur une période de dix ans. Dans l'ensemble, il est difficile de dégager des conclusions de ces figures. Néanmoins, dans chacune des figures, il y a une baisse des activités des commissions durant la période du gouvernement minoritaire de 2007 à 2009. Le niveau record d'activité des commissions de l'année 2011-2012 est en partie attribuable à la consultation générale et aux séances de travail de la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité.

Figure 11 Nombre de séances et d'heures effectuées en commission, par année

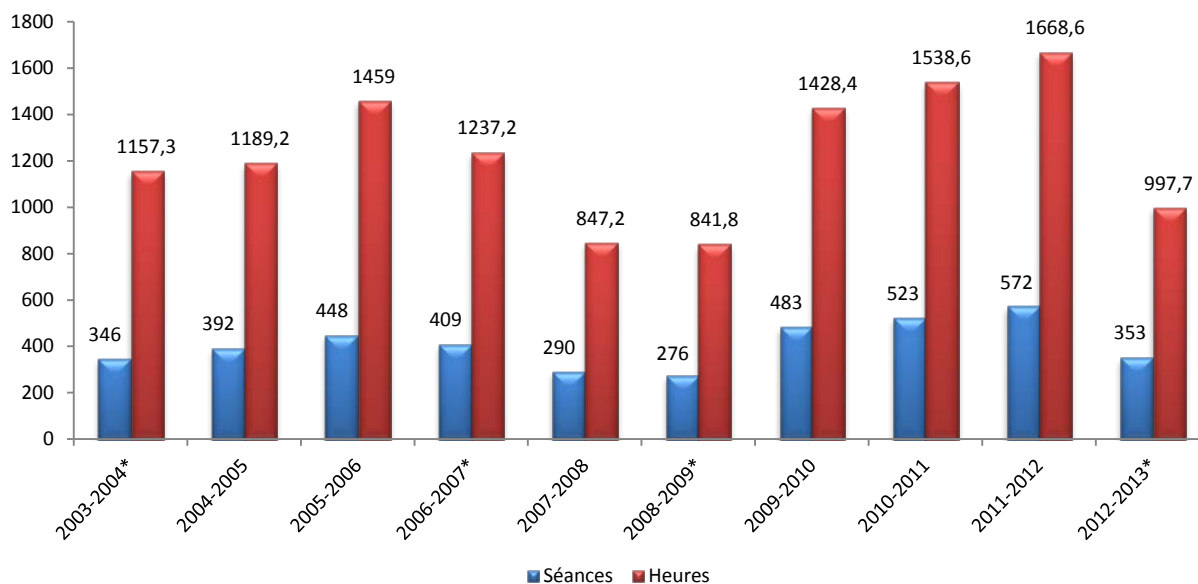
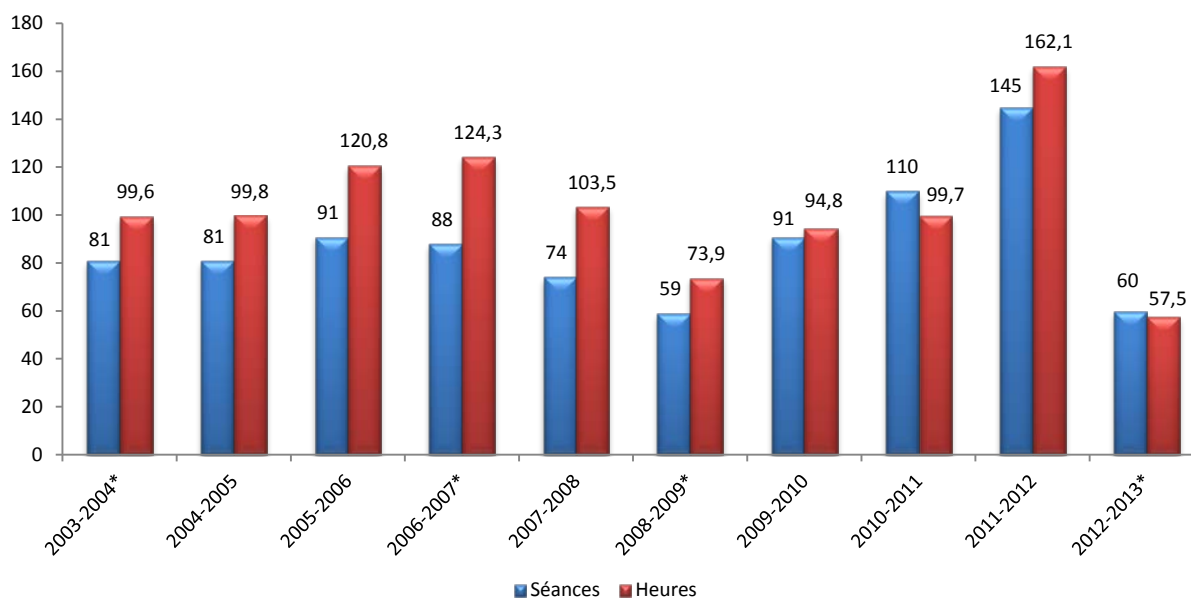


Figure 12 Nombre de séances et d'heures consacrées aux séances de travail, par année



* Années d'élections générales

Figure 13 Nombre de consultations particulières et générales, par année

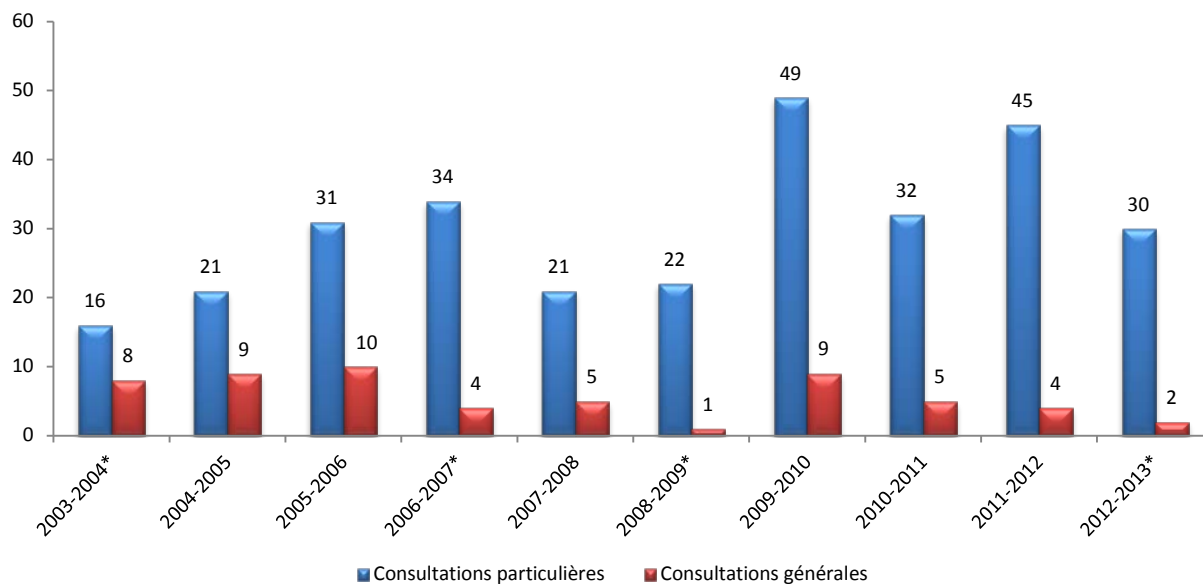
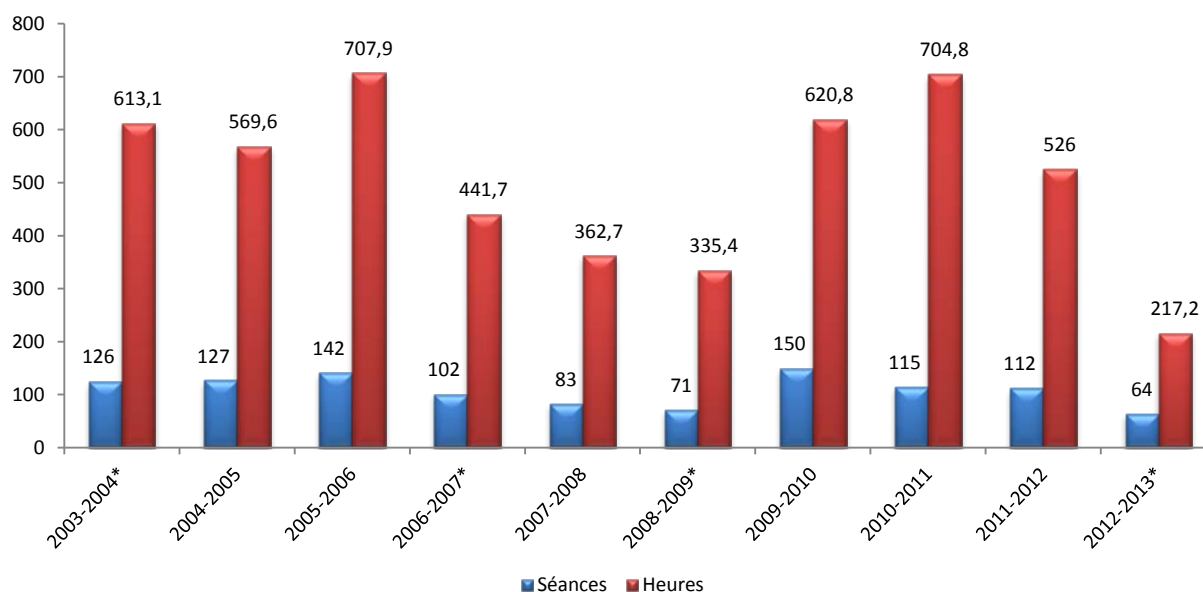
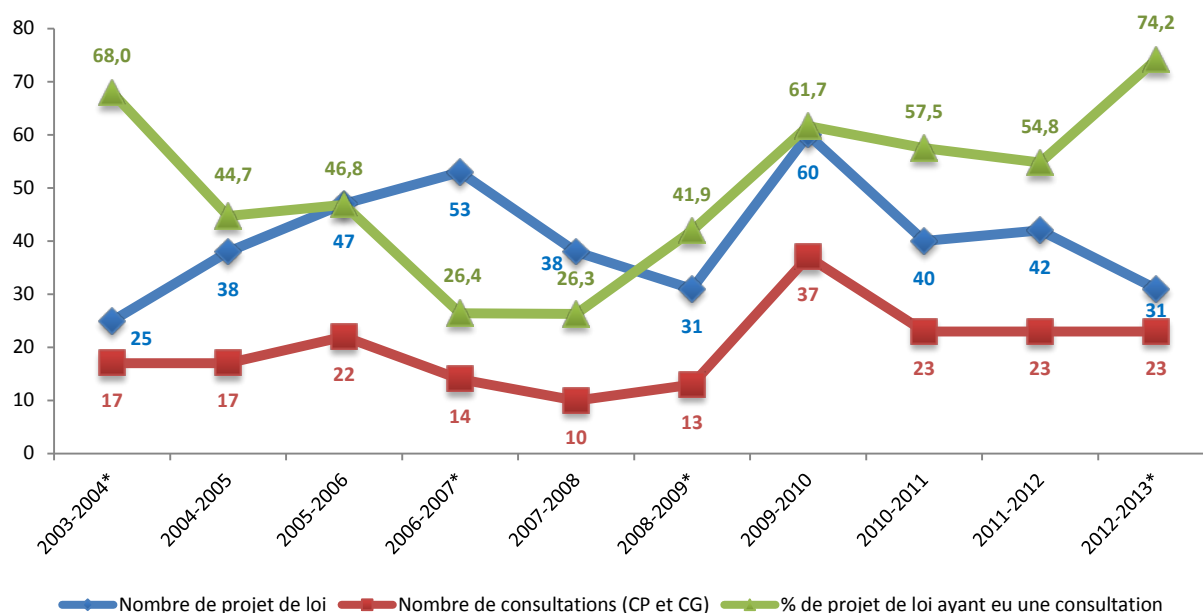


Figure 14 Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année



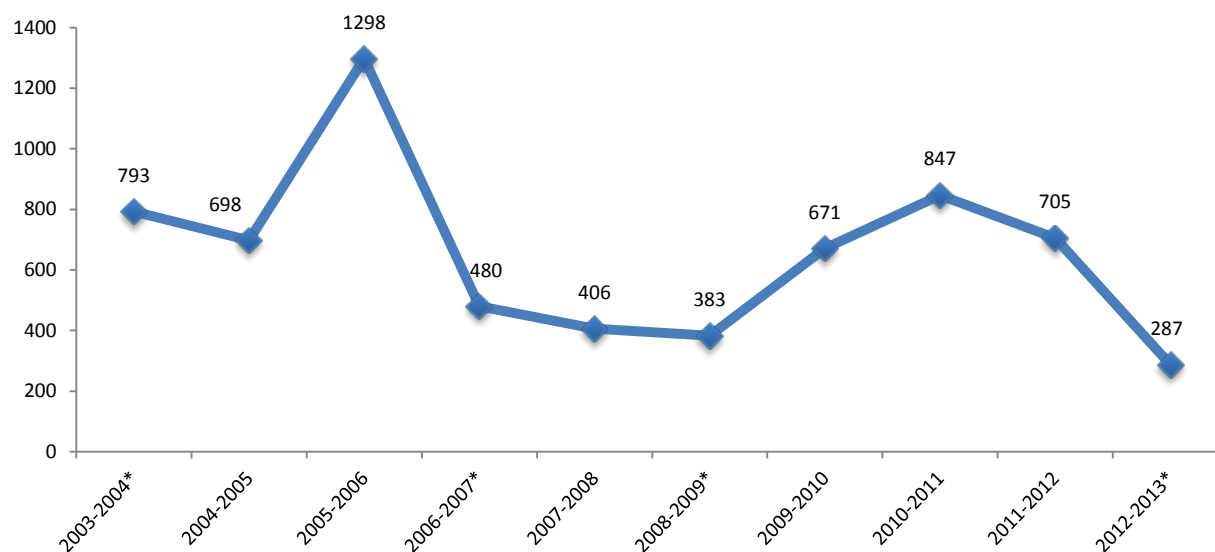
* Années d'élections générales

Figure 15 Nombre de consultations reliées à un projet de loi public, par année



Dans la figure 16, aux deux sommets correspondent deux années où des commissions spéciales ont tenu des travaux. D'une part la commission spéciale sur la Loi électorale en 2005-2006 et, d'autre part, la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité en 2010-2011.

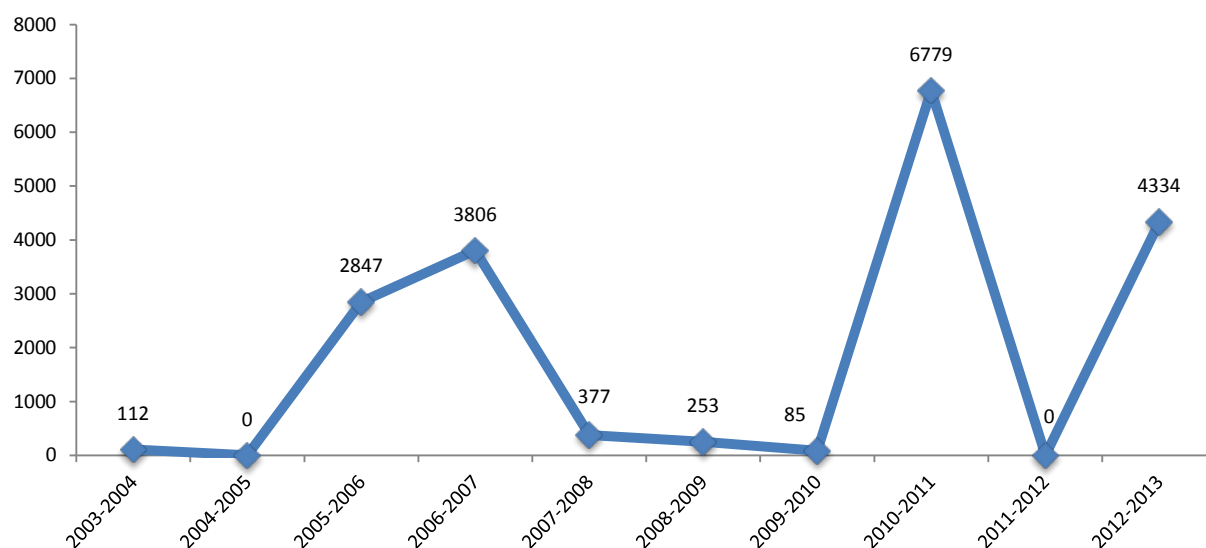
Figure 16 Nombre de mémoires transmis, par année



* Années d'élections générales

La prochaine figure illustre le nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne. Fait à noter, à chacune des quatre années cumulant le plus de réponses, une consultation générale a été tenue, expliquant ainsi la hausse marquée. En 2005-2006 il s'agissait de la Commission spéciale sur la Loi électorale (1921 réponses), en 2006-2007 la consultation générale sur *Garantir l'accès : un défi d'équité, d'efficience et de qualité* (3572 réponses), en 2010-2011 la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité (6779 réponses) et en 2012-2013 la consultation générale sur le projet de loi n° 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (4334 réponses).

Figure 17 Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne





Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

Lexique

COMITÉ DIRECTEUR

Le comité directeur est composé du président, du vice-président ainsi que du secrétaire de commission. Ce comité voit à l'administration de la commission et prend les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux de la commission entre les séances.

CONSULTATION GÉNÉRALE

Une consultation générale s'adresse à l'ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d'un avis public dans les principaux quotidiens et dans la Gazette officielle du Québec afin d'inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la Commission. Les citoyens peuvent aussi adresser une demande d'intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la Commission tient des auditions publiques, et une période d'au plus 45 minutes est prévue pour l'ensemble des interventions sans mémoire.

CONSULTATIONS PARTICULIÈRES

Les consultations particulières se limitent aux personnes ou aux organismes choisis par la Commission ou par l'Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les crédits budgétaires correspondent aux sommes d'argent attribuées à chaque ministère ou organisme du gouvernement pour son fonctionnement annuel. Dans l'exercice de son pouvoir de contrôle des dépenses du gouvernement, l'Assemblée délègue aux commissions l'étude de ces crédits budgétaires. L'étude des crédits budgétaires en commission parlementaire débute au plus tôt 15 jours après le dépôt des crédits à l'Assemblée. Ainsi, au cours de cette étude, la commission examine les divers éléments des programmes pour lesquels des crédits doivent être votés. Le ministre, accompagné de ses principaux fonctionnaires, répond alors des demandes de crédits de son ministère et des organismes publics qui sont sous sa responsabilité.

ÉTUDE DÉTAILLÉE DE PROJETS DE LOI

Le plus grand nombre de mandats confiés aux commissions par l'Assemblée est l'étude des projets de loi. Ainsi, les commissions étudient chaque année près d'une centaine de projets de loi. Tous les députés peuvent présenter un projet de loi, mais seuls les ministres peuvent présenter un projet de loi ayant des incidences financières. Les projets de loi se divisent en deux groupes : les projets de loi publics et les projets de loi d'intérêt privé.

INTERPELLATIONS

L'interpellation est un débat tenu entre un député de l'opposition et un ministre sur une question d'actualité ou d'intérêt général. Faisant suite à un avis publié au feuilleton de l'Assemblée, l'interpellation a lieu le vendredi, de 10 heures à midi, à la salle de l'Assemblée nationale pendant les semaines où l'Assemblée siège. Il n'y a cependant pas d'interpellation en période de travaux intensifs.

PROJETS DE LOI PUBLICS

Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. Au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics, la commission prend en considération chaque article du projet de loi, en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires et qui ne vont pas à l'encontre du principe du projet de loi. Avant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet de loi, la commission peut, à l'occasion, décider de tenir des consultations particulières. Lorsque la commission a terminé l'étude détaillée d'un projet de loi, elle dépose, par l'entremise de son président, son rapport à l'Assemblée où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir pour un individu, une corporation ou une municipalité des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. En général, l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé s'amorce par une audition publique. Les requérants et toutes les personnes qui ont demandé d'intervenir sur le projet de loi sont alors convoqués la commission. L'audition et l'étude détaillée ont lieu, la plupart du temps, au cours de la même séance. Lorsque l'audition du requérant et des autres personnes intéressées prend fin, commence alors l'étude détaillée qui se déroule comme celle d'un projet de loi public. Toutefois, les requérants peuvent y participer. Le rapport de la commission est ensuite déposé à l'Assemblée.

SÉANCES PUBLIQUES

La séance publique constitue la règle générale, mais les commissions peuvent également se réunir en séance de travail ou à huis clos. Les séances publiques sont ouvertes à la population et les membres de la Tribune de la presse y sont admis. Les délibérations de ces séances sont retranscrites intégralement au Journal des débats, qui peut être consulté, depuis 1989, dans le site Internet de l'Assemblée nationale.

SÉANCES DE TRAVAIL

La séance de travail est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister. Ce type de séance représente donc une instance plus souple pour la commission, qui peut aussi déléguer à son comité directeur la planification et l'organisation des travaux.

SÉANCES À HUIS CLOS

La séance à huis clos est rare et, contrairement aux autres types de séance, nul ne peut en rapporter les délibérations sans le consentement unanime de la commission et des témoins, s'il en est.

TRAVAUX EN PÉRIODE ET HORS PÉRIODE

Les commissions siègent la plupart du temps pendant la période des travaux de l'Assemblée, à l'exception toutefois des semaines de travail en circonscription. Les commissions peuvent également siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance, autrement dit où il n'y a pas de travaux prévus au calendrier. Dans ce cas, il est considéré que les commissions siègent hors période de travaux parlementaires. Les commissions peuvent se réunir du lundi au vendredi tant en période que hors période de travaux. Fait à noter, lorsque l'Assemblée siège, les commissions ne peuvent pas se réunir lors de la période des affaires courantes.



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

Annexe I

Tableaux 15 et 16

Tableau 15 Séances par activité, en nombre et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée					Mandats prévus au Règlement ou par une loi					Mandats d'initiative			Total
	Projets de loi Publics	Privé	Crédits budgétaires	Interpellations	Autres	Législation déléguée	Surveillance d'organismes	Engagements financiers	Imputabilité	Autres	Études	Pétitions	Organisation générale	
CAP	-	-	-	-	-	-	-	-	9	4	-	-	7	20
CAPERN	36	-	11	2	10	-	-	-	-	4	1	-	3	67
CAT	17	2	9	-	-	-	1	-	-	1	-	-	2	32
CCE	15	-	12	1	-	-	-	-	-	1	-	-	1	30
CET	2	-	8	2	-	1	-	-	-	1	-	-	4	18
CFP	27	2	8	2	-	-	-	-	-	4	-	-	1	44
CI	27	-	15	1	-	-	-	-	-	2	-	1	3	49
CRC	1	-	10	-	-	-	-	-	-	1	-	-	2	14
CSSS	16	1	7	1	-	-	-	-	-	8	-	3	8	44
CTE	15	-	9	-	8	-	-	-	-	1	-	-	2	35
Total	156	5	89	9	18	1	1	-	9	27	1	4	33	353
CAP	-	-	-	-	-	-	-	-	100,0	14,8	-	-	21,2	5,7
CAPERN	23,1	-	12,4	22,2	55,6	-	-	-	-	14,8	100,0	-	9,1	19,0
CAT	10,9	40,0	10,1	-	-	-	100,0	-	-	3,7	-	-	6,1	9,1
CCE	9,6	-	13,5	11,1	-	-	-	-	-	3,7	-	-	3,0	8,5
CET	1,3	-	9,0	22,2	-	100,0	-	-	-	3,7	-	-	12,1	5,1
CFP	17,3	40,0	9,0	22,2	-	-	-	-	-	14,8	-	-	3,0	12,5
CI	17,3	-	16,9	11,1	-	-	-	-	-	7,4	-	25,0	9,1	13,9
CRC	0,6	-	11,2	-	-	-	-	-	-	3,7	-	-	6,1	4,0
CSSS	10,3	20,0	7,9	11,1	-	-	-	-	-	29,6	-	75,0	24,2	12,5
CTE	9,6	-	10,1	-	44,4	-	-	-	-	3,7	-	-	6,1	9,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 16 Séances par activité, en heures et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée					Mandats prévus au Règlement ou par une loi					Mandats d'initiative			Total
	Projets de loi Publics	Privé	Crédits budgétaires	Interpellations	Autres	Législation délégée	Surveillance d'organismes	Engagements financiers	Imputabilité	Autres	Études	Pétitions	Organisation générale	
CAP	-	-	-	-	-	-	-	-	14,3	2,7	-	-	12,0	28,9
CAPER	133,5	-	48,8	4,0	44,1	-	-	-	-	2,4	0,8	-	2,2	235,7
CAT	36,0	2,8	36,9	-	-	-	0,7	-	-	0,1	-	-	1,8	78,2
CCE	34,5	-	37,0	2,0	-	-	-	-	-	0,1	-	-	1,4	74,9
CET	2,2	-	36,7	4,0	-	1,3	-	-	-	0,1	-	-	2,9	47,0
CFP	96,0	2,1	36,0	4,0	-	-	-	-	-	16,1	-	-	0,8	155,1
CI	89,7	-	47,8	2,0	-	-	-	-	-	0,1	-	0,8	2,0	142,4
CRC	3,0	-	35,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,5	40,2
CSSS	50,4	0,5	33,9	2,0	-	-	-	-	-	12,0	-	1,0	5,3	105,0
CTE	40,6	-	35,2	-	13,0	-	-	-	-	0,1	-	-	1,4	90,3
Total	485,8	5,4	348,0	17,9	57,1	1,3	0,7	-	14,3	33,6	0,8	1,7	31,2	999,7
CAP	-	-	-	-	-	-	-	-	100,0	8,0	-	-	38,4	2,9
CAPER	27,5	-	14,0	22,1	77,2	-	-	-	-	7,2	100,0	-	6,9	23,6
CAT	7,4	52,2	10,6	-	-	-	100,0	-	-	0,1	-	-	5,9	7,8
CCE	7,1	-	10,6	11,2	-	-	-	-	-	0,1	-	-	4,4	7,5
CET	0,4	-	10,6	22,1	-	100,0	-	-	-	0,1	-	-	9,1	4,7
CFP	19,8	39,4	10,3	22,2	-	-	-	-	-	48,0	-	-	2,7	15,5
CI	18,5	-	13,7	11,3	-	-	-	-	-	0,3	-	44,8	6,5	14,3
CRC	0,6	-	10,3	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-	4,8	4,0
CSSS	10,4	8,4	9,7	11,2	-	-	-	-	-	35,8	-	55,2	16,9	10,5
CTE	8,4	-	10,1	-	22,8	-	-	-	-	0,1	-	-	4,3	9,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2012-2013

Direction des travaux parlementaires

Annexe II

**Les fiches
détaillées des
activités des
commissions**

LÉGENDE

NB	Nombre de mandats.
MODE	Consultation générale (CG), consultations particulières (CP), étude détaillée (ED).
SÉANCES	Nombre de séances (N) et nombre d'heures (H) requises pour l'exécution d'un mandat. Séances publiques (P), séances de travail (T) et séances à huis clos (HC).
PROJETS DE LOI	Nombre total d'articles d'un projet de loi (AR), nombre d'amendements proposés (AP), nombre d'amendements adoptés (AA). Étude du projet de loi terminée (A) ou non terminée (O). N.B. : Le terme « amendements » inclut les sous-amendements.
PARTICIPANTS	Nombre cumulatif des membres (M), des députés remplaçants (R) et des autres députés (AD) présents pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre d'un mandat. Nombre de ministres (MI), d'organismes invités (OI) et de personnes invitées (PI) pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre d'un mandat.
DOCUMENTS	Nombre de mémoires (M), autres textes (T) déposés officiellement et nombre de demandes d'intervention (DI).
CONSULTATION EN LIGNE	Nombre de questionnaires en ligne (QL) et nombre de documents de réflexion (DR).
REMARQUES	Caractéristiques particulières reliées au fonctionnement de la commission et date(s) de la (des) séance(s).

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA- TIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission																						
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission																						
1.4 Interpellation																						
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.4.1 Audition du Secrétariat du Conseil du trésor concernant son rapport annuel de gestion 2010-2011	1	CP	1 (P)	2,93							9				1							9 mai 2012
			1 (T)	0,83							9											9 mai 2012
			1 (T)	0,3							7											9 mai 2012

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA- TIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
2.4.2 Auditions portant sur les contrats de services professionnels liés au traite- ment de l'information (Rapport du Véri- ficateur général du Québec pour l'an- née 2012-2013, automne 2012, Chapi- tre 5) et sur la qualité de l'air dans les écoles (Rapport du Vérificateur géné- ral du Québec pour l'année 2012-2013, automne 2012, Chapitre 2)	1	CP	1 (P)	2,95	1 (P)	3,23					11	6			10						30 janvier et 20 mars 2013	
			1 (T)	1,87							3	5									30 janvier 2013	
			1 (T)	0,57							4	5									30 janvier 2013	
					1 (T)	1,33					7	2									20 mars 2013	
					1 (T)	0,28					6	2									20 mars 2013	
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Élection à la présidence et à la vice- présidence de la Commission	1		1 (P)	0,08							6		1								7 novembre 2012	
2.5.2 Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion et ses enga- gements financiers 2011-2012					1 (T)	1,25					5	4			1						23 janvier 2013	
					1 (T)	1,23					5	4									23 janvier 2013	
					1 (T)	0,12					5	4									23 janvier 2013	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.2 Études de pétitions																						
4.0 Organisation générale			1 (T)	1,38							9										2 mai 2012	
			1 (T)	2,28							7										29 mai 2012	
			1 (T)	0,62							11										8 juin 2012	
			1 (T)	1,67							8										22 novembre 2012	
			1 (T)	1,50							8										6 décembre 2012	
			1 (T)	2,93							7	1									13 mars 2013	
			1 (T)	1,58							7	1									27 mars 2013	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 67, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune	1	CP	1 (P)	6,22							7	1		1	8		7					5 juin 2012
1.1.2 PL 51, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux concernant principalement la sécurité et le bien-être des animaux	1	CP	2 (P)	8,58							10		1	2	11		13					28 et 29 mai 2012
	1	ED	4 (P)	18,62			26	17	9	A	22	5	2	4			4					6, 7, 11 et 12 juin 2012
1.1.3 PL 27, Loi sur la Société du Plan Nord (suite)	1	ED	19 (P)	70,67			74	65	27	O	104	70	18	19			2					4, 5 avril, 1er, 2, 7, 8, 9,
																						10, 22, 23, 24, 25, 29, 30,
																						31 mai, 6, 7, 8, et 13 juin
																						2012
																						Mandat non complété
																						Rapport non déposé
1.1.4 PL 14, Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable (suite)	1	ED	4 (P)	9,87			104	160	48	O	24	11	1	4			2					3, 10, 24 mai et 14 juin
																						2012
																						Mandat non complété
																						Rapport non déposé
1.1.5 PL 4, Loi modifiant la Loi visant la régularisation et le développement d'abattoirs de proximité	1	ED	1 (P)	1,93			17	1	1	A	7	1										27 novembre 2012

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.1.6 PL 7, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et d'autres dispositions législatives	1	CP	3 (P)	11,57							21	5	2	3	12		11					4, 5 et 6 décembre 2012
	1	ED	2 (P)	6,07				73	10	10	A	15	5	1	2							12 et 21 mars 2013
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		6 (P)	27,68							31	8	9	7			9					17, 18, 19, 24, 25 et 26 avril 2012
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		5 (P)	21,07							27	11	4	5			18					7, 8, 11, 12 et 13 février 2013
1.4 Interpellation																						
1.4.1 L'avenir du Plan Nord sous un gouvernement péquiste	1		1 (P)	2,02							5	2		1			1					26 novembre 2012
1.4.2 L'abandon des ressources naturelles par le gouvernement péquiste	1		1 (P)	1,93							5	1	1	1								15 mars 2013
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Livre vert pour une politique bioalimentaire intitulé : Donner le goût du Québec (suite)	1	CG	4 (P)	19,43							25	4	2	4	26	*		3				14, 15, 16, et 17 mai 2012
																						* Mémoires compilés en 2011-2012
																						Mandat non complété
																						Rapport non déposé

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
1.5.2 Étude des impacts reliés au déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 et du plan de diversification économique pour les secteurs du Centre-du-Québec et de la Mauricie	1	CP	2 (P)	16,83							12	4	1	1	13	1	23	9				29 et 30 janvier 2013
			1 (T)	1,85							6	3										6 février 2013
			1 (T)	2,48							6	4										19 février 2013
1.5.3 Poursuivre la rédaction du rapport faisant suite aux consultations particulières tenues à l'Assemblée nationale les 29 et 30 janvier 2013 sur les impacts reliés au déclassement de la centrale nucléaire Gentilly-2 et le plan de diversification économique pour les secteurs du Centre-du-Québec et de la Mauricie			1 (T)	1,45							6	4		1								21 mars 2013
			1 (T)	2,02							6	5		1								26 mars 2013
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA-		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	TIONS EN LIGNE		
			N	H	N	H														QL	DR	
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission	1		1 (P)	0,07							7		1									7 novembre 2012
2.5.2 Étudier le bilan quinquennal de l'état des forêts du domaine de l'État et	1	CP			1 (P)	1,10					6	1			1							28 janvier 2013
des résultats obtenus en matière					1 (T)	0,63					6	1										28 janvier 2013
d'aménagement durable de la forêt					1 (T)	0,62					6	1										28 janvier 2013
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.1.1 La sécurité des approvisionnements en produits pétroliers (suite)			1 (T)	0,83							6	2										29 mai 2012
3.2 Études de pétitions																						
4.0 Organisation générale			1 (T)	0,52							6		1									15 mai 2012
			1 (T)	1,17							9											14 novembre 2012
			1 (T)	0,47							8		1									5 décembre 2012
	</																					

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	OI	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 34, Loi pour assurer l'occupation du et la vitalité des territoires (suite)	1	ED	2 (P)	6,33			25	43	21	A	12	4		2				1				2 et 3 avril 2012
1.1.2 PL 69, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	1	ED	6 (P)	7,75			13	15	14	A	35	8	1	6				4				15, 16, 17, 23, 29 mai et 5 juin 2012
1.1.3 PL 8, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale	1	CP	1 (P)	2,50							8	1	1		2		3					28 novembre 2012
	1	ED	2 (P)	7,67			51	17	15	A	17	2	1	2				5				30 novembre et 6 décembre 2012
1.1.4 PL 10, Loi permettant de relever un élu municipal de ses fonctions	1	CP	1 (P)	1,62							6	3		1	1		3					4 décembre 2012
	1	ED	5 (P)	10,08			9	14	10	A	38	9	1	5								4, 5, 6 décembre 2012, 12 et 26 mars 2013
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 PL 214, Loi concernant la Ville de Saguenay	1	CP/ED	1 (P)	1,32			2			A	7	1		1	1							13 juin 2012
1.2.2 PL 200, Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe	1	CP/ED	1 (P)	1,48			2			A	9	1		1	2			4				5 décembre 2012

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	ME	OI	PI	M	T	DE	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.3 Crédits budgétaires																						
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		5 (P)	18,97							22	19	6	5				16				18, 24, 25, 26 et 27 avril 2012
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		4 (P)	17,95							15	13	8	6				28				8, 12, 13 et 19 février 2013
1.4 Interpellation																						
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.2.1 Commission municipale du Québec (suite)			1 (T)	0,65							5	1										8 mai 2012
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						

[illegible]

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS				CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR		
			N	H	N	H																	
1.0 Mandats de l'Assemblée																							
1.1 Projets de loi publics																							
1.1.1 PL 56, Loi visant à lutter contre l'intimidation et la violence à l'école (suite)	1	CP	1 (P)	4,47							8	1				5	1	*				3 avril 2012	
																						* Mémoires compilés en	
																						2011-2012	
	1	ED	5 (P)	17,65				27	47	43	A	31	3	2	5				4			5, 6, 7, 8 et 11 juin 2012	
1.1.2 PL 76, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles	1	ED	1 (P)	0,28				2				A	5	1		1						12 juin 2012	
1.1.3 PL 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives	1	CG	8 (P)	12,08								64	12	4	8	32	15	87	8	7	4334	12, 14, 19, 20, 22, 26, 27 et	
																						28 mars 2013	
																						Mandat non terminé	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																							
1.3 Crédits budgétaires																							
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		5 (P)	24,53								28	5	13	5				8			17, 18, 19, 23 et 25 avril 2012	
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		7 (P)	12,43								27	20	15	7				16			7, 8, 12, 13, 14, 18 et 19 février 2013	

Sujets	NB	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS				DOCUMENTS				CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES	
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL		DR
			N	H	N	H																
1.4 Interpellation																						
1.4.1 La contribution économique de nos institutions académiques dans un contexte de sous-financement	1		1 (P)	2,00							5	2		1								16 novembre 2012
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission	1		1 (P)	0,05							6		1									7 novembre 2012
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la commission																						
3.2 Études de pétitions																						

[illegible]

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	ME	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 6, Loi concernant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi éliminant le placement syndical et visant l'amélioration du fonctionnement de l'industrie de la construction	1	CP	1 (P)	1,07							7	2	1	1	1			1				29 novembre 2012
1.1.2 PL 15, Loi permettant l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles dans certaines entreprises du secteur des pâtes et papiers	1	ED	1 (P)	1,08			3	2	2	A	6	2	2	1				1				5 décembre 2012
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		3 (P)	16,47							20	7	6	5				22				24, 26 et 27 avril 2012
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		5 (P)	20,25							24	10	6	6				39				4, 12, 14, 15 et 19 février 2013

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	ME	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.4 Interpellation																						
1.4.1 Améliorer les conditions de vie des québécois	1		1 (P)	1,98							3	1		1								28 mai 2012
1.4.2 Le manque de vision de la politique industrielle du gouvernement et de son « napperon consultation »	1		1 (P)	1,97							3	2	1	1								22 mars 2013
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.1.1 Étude du Règlement sur le Service de référence de main-d'œuvre de l'industrie de la construction déposé le jeudi 6 décembre 2012 par la ministre du Travail	1		1 (P)	1,28			27				7	2		1								6 décembre 2012
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						

77

Sujets	NB		MODE		SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA-		REMARQUES
					Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	TIONS EN LIGNE		
					N	H	N	H														QL	DR	
1.0 Mandats de l'Assemblée																								
1.1 Projets de loi publics																								
1.1.1 PL 58, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement et d'autres dispositions législatives	1	ED	1 (P)	1,98			30	5	5	A	6	1											4 avril 2012	
1.1.2 PL 63, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et diverses dispositions législatives	1	ED	1 (P)	2,22			266	12	12	A	5	1		1									2 mai 2012	
1.1.3 PL 73, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 mars 2012	1	ED	8 (P)	40,23			181	25	15	O	50	16	5	8	1								29, 30 mai, 5, 6, 7, 8, 12 et 13 juin 2012	
																							Mandat non complété	
																							Rapport non déposé	
1.1.4 PL 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics	1	CP	4 (P)	17,70							25	16	2	4	16	3	25						12, 13, 14 et 15 novembre 2012	
	1	ED	8 (P)	23,17			76	105	89	A	43	28	3	8									22, 23, 26, 27, 28, 30 novembre, 3 et 4 décembre 2012	
1.1.5 PL 5, Loi modifiant la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives	1	ED	1 (P)	2,58			209	20	20	A	8	2	1	1			1						6 décembre 2012	

Sujets	NB		MODE		SÉANCES		PROJETS DE LOI						PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Séssion	Hors séss	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	OL	DR					
																				N	H	N	H	
				N	H																			
1.1.6 PL 21, Loi visant l'optimisation de l'action gouvernementale en matière de prestation de services aux citoyens et aux entreprises	1	CP	1 (P)	1,28							5	2		1	1		2						19 mars 2013	
	1	ED	3 (P)	6,88				27	18	8	A	16	12		3			1					25, 26 et 27 mars 2013	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																								
1.2.1 PL 212, Loi concernant la transformation de La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance vie	1	CP/ED	1 (P)	0,53				43			A	6	1		1	1							13 juin 2012	
1.2.2 PL 201, Loi constituant la Mutuelle de microfinance (Québec)	1	CP/ED	1 (P)	1,58				91	6	6	A	7	2		1	1							5 décembre 2012	
1.3 Crédits budgétaires																								
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		4 (P)	17,42							20	2	6	5			20						17, 19, 24 et 25 avril 2012	
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		4 (P)	18,57							22	6	3	4			23						7, 13, 14 et 19 février 2013	
1.4 Interpellation																								
1.4.1 Les coûts économiques pour le Québec d'être une province du Canada	1		1 (P)	1,98							2	1	1	1									1er juin 2012	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA-		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DE	TIONS EN LIGNE		
			N	H	N	H														QL	DR	
1.4.2 Les impacts des décisions du gouver- nement péquiste sur le retour à l'équi- libre budgétaire	1		1 (P)	2,00							6	1		1								9 novembre 2012
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Poursuite du débat sur le discours du budget (suite)	1		1 (P)	4,82							6	1										3 avril 2012
2.5.2 Élection à la présidence et à la vice- présidence de la Commission	1		1 (P)	0,05							7		1									7 novembre 2012
2.5.3 Poursuite du débat sur le discours du budget	1		2 (P)	11,25							17	1	2	2								28 et 29 novembre 2012

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	OL	DR	
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 61, Loi sur les comptables professionnels agréés	1	CP	1 (P)	3,93							5			1	4		4					2 mai 2012
	1	ED	1 (P)	2,95			68	24	24	A	4	2	1	1				1				9 mai 2012
1.1.2 PL 31, Loi modifiant diverses dispositions concernant l'organisation des services policiers	1	ED	1 (P)	1,32			10	6	6	A	3	2		1								10 mai 2012
1.1.3 PL 64, Loi favorisant l'accès à la justice en matière familiale	1	CP	2 (P)	8,27							13			2	10	1	9					22 et 23 mai 2012
	1	ED	3 (P)	11,10			46	24	19	A	18			3				1				5, 6 et 7 juin 2012
1.1.4 PL 75, Loi portant sur certains pouvoirs d'inspection et de saisie	1	CP	1 (P)	3,35							6	1	2	1	3		2	1				24 mai 2012
	1	ED	1 (P)	2,23			14	8	8	A	7	1		1								30 mai 2012
1.1.5 PL 2, Loi modifiant la Loi électorale afin de limiter les contributions à 100\$ par électeur et de réviser le financement public des partis politiques	1	CP	3 (P)	9,37							17	12	1	3	6	3	4	1				19, 20 et 21 novembre 2012
	1	ED	3 (P)	10,65			21	34	23	A	15	15	5	3								27, 28 et 29 novembre 2012
1.1.6 PL 12, Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes	1	CP	3 (P)	15,22							19	13	3	3	17	1	19	3				12, 13 et 14 mars 2013
1.1.7 PL 17, Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire	1	CP	2 (P)	6,37							12	2	1	2	6		8	2				15 et 18 mars 2013

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	OL	DR	
			N	H	N	H																
1.1.8 PL 22, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels	1	CP	2 (P)	8,12							15	3	2	2	5	3	7					26 et 27 mars 2013
1.1.9 PL 13, Loi modifiant la Loi électorale concernant le vote hors circonscription dans les locaux des établissements d'enseignement postsecondaire	1	ED	4 (P)	6,77				3	31	18	A	28	14		4			4				19, 20, 21 et 28 mars 2013
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		7 (P)	33,65							37	14	13	9				22				16, 17, 18, 19, 24, 25 et 26 avril 2012
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		8 (P)	14,13							33	33	6	10				36				4, 7, 8, 11, 12, 14, 15 et 18 février 2013
1.4 Interpellation																						
1.4.1 Le gouvernement conservateur majoritaire: un an plus tard, les conséquences pour le Québec	1		1 (P)	2,02							2		1	1				1				11 mai 2012
1.5 Autres mandats																						

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS					DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES	
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	OL		DR
			N	H	N	H																
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission	1		1 (P)	0,07							5		1									7 novembre 2012
2.5.2 Élection à la présidence de la Commission	1		1 (P)	0,03							4		1									6 décembre 2012
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.2 Études de pétitions																						
3.2.1 Modification des lois régissant l'adoption au Québec			1 (T)	0,77							6		2									6 décembre 2012

Sujets	NB	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 24, Loi visant principalement à lutter contre le surendettement des consommateurs et à moderniser les règles relatives au crédit à la consommation (suite)	1	ED	1 (P)	2,97				93	28	24	O	6			1							
																					5 avril 2012	
																					Mandat non complété	
																					Rapport non déposé	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		5 (P)	17,62								15	16	4	6			12				
																					17, 23, 24, 25 et 26 avril 2012	
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		5 (P)	18,08								24	13	7	7			11				
																					11, 12, 14, 15 et 19 février 2013	
1.4 Interpellation																						
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						

Sujets	NB	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission	1		1 (P)	0,03							6		1									7 novembre 2012
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.2 Études de pétitions																						
4.0 Organisation générale			1 (T)	0,78							7											22 novembre 2012
			1 (T)	0,73							6		2				1					12 mars 2013

Sujets	NB	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI					PARTICIPANTS					DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	OL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 53, Loi sur la dissolution de la société de gestion informatique SOGIQUE	1	CP/ED	2 (P)	3,68			6	3	3	A	11	4	1	2	1			1				3 et 5 avril 2012 CP: 1,08 ED: 2,60
1.1.2 PL 55, Loi concernant la reconnaissance professionnelle des technologues en électrophysiologie médicale	1	ED	1 (P)	1,18			20	6	6	A	5	1		1								1er mai 2012
1.1.3 PL 59, Loi concernant le partage de certains renseignements de santé	1	CP	4 (P)	13,82							18	12		4	18	1	22	1				3, 7, 8 et 9 mai 2012
	1	ED	6 (P)	21,22			177	119	112	A	33	14		6								5, 7, 8, 12, 13 et 14 juin 2012
1.1.4 PL 74, Loi visant à prévenir les cancers de la peau causés par le bronzage artificiel	1	CP	1 (P)	3,07							4	2		1	3	1	2					28 mai 2012
	1	ED	1 (P)	2,07			25	8	7	A	6	1		1								29 mai 2012
1.1.5 PL 9, Loi instituant le Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1	ED	1 (P)	5,40			7	6	6	A	9	1	1	1				3				6 décembre 2012
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 PL 216, Loi concernant le Centre d'accueil Dixville Inc.	1	CP/ED	1 (P)	0,45			9	1	1	A	4	1		1	1							13 juin 2012

Sujets	NB	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
1.3 Crédits budgétaires																						
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		4 (P)	19,92							21	4	6	4				16				18, 19, 25 et 26 avril 2012
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		3 (P)	14,00							20	2	6	3				13				11, 12 et 13 février 2013
1.4 Interpellation																						
1.4.1 La taxe santé au Québec	1		1 (P)	2,00							1	5		1								4 mai 2012
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission	1		1 (P)	0,05							6		1									7 novembre 2012

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA-TIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DE	OL	DR	
2.5.2 Élection à la vice-présidence de la Commission	1		1 (P)	0,03							6	1										5 décembre 2012
2.5.3 Audition de l'Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent dans le cadre de l'étude de ses rapports annuels de gestion 2007-2008 à 2011-2012 en application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux	1	CP			1 (P)	2,03					7	2	1		1							29 janvier 2013
2.5.4 Audition de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale dans le cadre de l'étude de ses rapports annuels de gestion 2009-2010 à 2011-2012 en application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux	1	CP			1 (P)	2,02					7	2	1		1							29 janvier 2013
2.5.5 Audition de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec dans le cadre de l'étude de ses rapports annuels de ges-tion 2007-2008 à 2011-2012 en applica-tion de la Loi sur les services de santé et les services sociaux	1	CP			1 (P)	1,87					7	2	1		1							29 janvier 2013
2.5.6 Audition de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Chaudière-Appalaches dans le cadre de l'étude de ses rapports annuels de gestion 2007-2008 à 2011-2012 en application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux	1	CP			1 (P)	2,02					8	1	2		1							30 janvier 2013

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA- TIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DE	QL	DR	
			N	H	N	H																
2.5.7 Audition de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie dans le cadre de l'étude de ses rapports annuels de gestion 2007-2008 à 2011-2012 en application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux	1	CP			1 (P)	2,02					8	1			1							30 janvier 2013
2.5.8 Audition de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais dans le cadre de l'étude de ses rapports annuels de gestion 2007-2008 à 2011-2012 en application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux	1	CP	1 (P)	1,97						9		4		1								20 février 2013
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.2 Études de pétitions																						
3.2.1 Les services offerts aux personnes autistes ou ayant un trouble envahissant du développement			1 (T)	0,08						7												22 mai 2012 Mandat non complété
3.2.2 Une loi autorisant une personne handicapée d'être toujours accompagnée de son chien d'assistance			1 (T)	0,60						9		1										14 mars 2013 Mandat non terminé
3.2.3 La fluoration de l'eau potable			1 (T)	0,27						6		1										21 mars 2013 Mandat non terminé

[illegible]

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AB	MI	OI	PI	M	T	DI	OL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 57, Loi modifiant l'encadrement de l'utilisation des cinémomètres photographiques et des systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges et d'autres dispositions législatives	1	CP	4 (P)	9,93							31			4	11		16					3, 4, 5 avril et 1er mai 2012
	1	ED	6 (P)	14,22			25	27	17	A	48	5		6				1				15, 16, 17, 22, 23 et 24 mai 2012
1.1.2 PL 71, Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique	1	CP	1 (P)	5,17							7	1	1	1	6		11	1				3 mai 2012
	1	ED	2 (P)	4,95			6	6	4	A	13	2	2	2				3				8 et 10 mai 2012
1.1.3 PL 48, Loi concernant l'inspection environnementale des véhicules automobiles	1	CP	2 (P)	6,35							12	2		2	7		9	1				14 et 15 mai 2012
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2012-2013 relevant de la compétence de la Commission	1		5 (P)	20,18							27	2	7	6			15					16, 17, 18, 19 et 24 avril 2012

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AB	MI	OI	PI	M	T	DI	OL	DR	
			N	H	N	H																
1.3.2 Étude des crédits budgétaires 2013-2014 relevant de la compétence de la Commission	1		4 (P)	15,05							19	10	6	4			18				14, 15, 18 et 19 février 2013	
1.4 Interpellation																						
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	1	CP	2 (P)	6,73							13	5	1			6	6				21 février et 13 mars 2013	
			1 (T)	0,60							4	4	1								Mandat non terminé	
			1 (T)	1,02							6	3									22 novembre 2012	
			1 (T)	1,98							5	4	1								4 décembre 2012	
			1 (T)	1,67							5	4	1								23 janvier 2013	
			1 (T)	0,35							4	4	1								4 février 2013	
			1 (T)	0,68							6	3	1								20 février 2013	
																					21 mars 2013	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						

97

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS					DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES	
			Session		Hors sess.		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DE	QL		DR
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.4 Interpellation																						
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Modifications temporaires au Règlement, formation des commissions parlementaires et adoption de la liste des présidents de séance	1		1 (P)	0,18							9										6 novembre 2012	

[illegible]

DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage, bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722
Télécopieur : 418 643-0248
commissions@assnat.qc.ca

